

GE_GERICHTE C/28356/2018 vom 13. September 2021

GE Cour de justice, 2021-09-13, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_28356_2018

FR: GE_GERICHTE C/28356/2018 du 13 septembre 2021

IT: GE_GERICHTE C/28356/2018 del 13 settembre 2021

Regeste

LCA.39; LCA.40; CC.8

Erwägungen

E. 1.1

Interjeté dans le délai utile de trente jours (art. 142 al. 1, 143 al. 1 et 311 al. 1 CPC), selon la forme prescrite par la loi (art. 130, 131 et 311 CPC), dans une cause dont la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 1 let. a et al. 2 CPC), et auprès de l'autorité compétente (art. 120 al. 1 let. a LOJ), l'appel est recevable, sous réserve du renvoi de l'appelant à ses écritures des 16 avril et 12 mai 2021, dans la mesure où un tel renvoi ne constitue pas une motivation conforme aux exigences en la matière (ATF 141 III 569 consid. 2.3.3; 138 III 374 consid. 4.3.1). L'irrecevabilité est toutefois limitée à ce seul renvoi, contrairement à ce que semble penser l'intimée. L'appel joint, formé dans la réponse à l'appel principal est également recevable (art. 312 al. 2 et 313 al. 1 CPC). La réponse à l'appel joint est en revanche tardive et, par conséquent, irrecevable puisque, comme la Cour l'a indiqué à l'appelant le délai de réponse n'est pas prolongeable (art. 144 al. 2 CPC).

E. 1.2

L'appel peut être formé pour violation du droit (art. 310 let. a CPC) et constatation inexacte des faits (art. 310 let. b CPC). La juridiction d'appel dispose ainsi d'un plein pouvoir d'examen de la cause en fait et en droit. En particulier, le juge d'appel contrôle librement l'appréciation des preuves effectuée par le juge de première instance (art. 157 CPC en relation avec l'art. 310 let. b CPC) et vérifie si celui-ci pouvait admettre les faits qu'il a retenus.

E. 2

L'appelant conteste que les faits nouveaux allégués et pièces nouvelles déposées le 2 octobre 2020 sont irrecevables.

E. 2.1

Selon l'art. 221 al. 1 CPC, la demande contient notamment les allégations de fait (let. d) et l'indication, pour chaque allégation, des moyens de preuves proposés (let. e). Après la clôture de la phase d'allégation, c'est-à-dire après la clôture du second échange d'écritures, ou après l'audience d'instruction, ou après l'ouverture des débats principaux, la présentation de nova, y compris pour les nova de duplique (ATF 146 III 55, consid. 2.5.2), n'est plus possible qu'aux conditions restrictives de l'art. 229 al. 1 CPC. Selon cette disposition, les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont admis aux débats principaux que s'ils sont invoqués sans retard et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes, à savoir qu'ils sont postérieurs à l'échange d'écritures ou à la dernière audience d'instruction (novas

proprement dits; let. a) ou qu'ils existaient avant la clôture de l'échange d'écritures ou la dernière audience d'instruction mais ne pouvaient être invoqués antérieurement bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (novas improprement dits; let. b).

E. 2.2

En l'espèce, les faits nouveaux allégués le 2 octobre 2020 se rapportaient à la demande formulée par l'appelant et devaient servir de moyen de preuve. Etant connus de l'appelant, ils devaient être allégués à l'appui de la prétention formulée dans la demande, voire du deuxième échange d'écritures, sans que l'appelant puisse se contenter d'attendre une éventuelle contestation de la part de l'intimée. Ils ne pouvaient donc pas être allégués dans le délai que le Tribunal lui avait fixé au 2 octobre 2020, lequel concernait la demande reconventionnelle et non la demande principale pour laquelle le deuxième échange d'écritures était clos. L'allégation de faits nouveaux et la production de pièces nouvelles le 2 octobre 2020 est donc tardive, comme l'a jugé à bon droit le Tribunal. En tout état de cause, le Tribunal a considéré que, quand bien même les éléments nouveaux invoqués le 2 octobre 2020 étaient admis, ils n'étaient pas déterminants pour l'issue du litige. Dès lors le Tribunal a statué en tenant compte de ces éléments, de sorte qu'il ne peut lui être reproché ne de pas en avoir tenu compte sur la base d'une prétendue violation du Code de procédure civile.

E. 3

L'intimée conteste dans son appel joint, qu'il convient de traiter préalablement, que les conditions d'application de l'art. 40 LCA ne sont pas remplies.

E. 3.1

Sous le titre marginal "prétention frauduleuse", l'art. 40 LCA prévoit que si l'ayant droit ou son représentant, dans le but d'induire l'assureur en erreur, dissimule ou déclare inexactement des faits qui auraient exclu ou restreint l'obligation de l'assureur, ou si, dans le but d'induire l'assureur en erreur, il ne fait pas ou fait tardivement les communications que l'art. 39 LCA lui impose, l'assureur n'est pas lié par le contrat envers l'ayant droit. D'un point de vue objectif, la dissimulation ou la déclaration inexacte doit porter sur des faits qui sont propres à remettre en cause l'obligation même de l'assureur ou à influencer sur son étendue. En d'autres termes, une communication correcte des faits aurait conduit l'assureur à verser une prestation moins importante, voire aucune. Ainsi en est-il lorsque l'ayant droit déclare un dommage plus étendu qu'en réalité, par exemple en donnant des indications trop élevées sur le prix d'acquisition de la chose assurée. En plus, l'ayant droit doit, sur le plan subjectif, avoir l'intention de tromper. Il faut qu'il ait agi avec la conscience et la volonté d'induire l'assureur en erreur, afin d'obtenir une indemnisation plus élevée que celle à laquelle il a droit; peu importe à cet égard qu'il soit parvenu à ses fins (arrêts du Tribunal fédéral 4A_613/2017 du 28 septembre 2018 consid. 6.1.1; 4A_20/2018 du 29 mai 2018 consid. 3.1; 4A_643/2016 du 7 avril 2017 consid. 4.1). L'assureur peut alors refuser toute prestation, même si la fraude se rapporte à une partie seulement du dommage (arrêt précité 4A_613/2017 consid. 6.1.2; arrêt 4A_17/2011 du 14 mars 2011 consid. 2; arrêt 5C_11/2002 du 11 avril 2002 consid. 2a/bb, in JT 2002 I 531). S'agissant d'un moyen libératoire, il incombe à l'assureur de prouver les faits permettant l'application de l'art. 40 LCA, au moins sous la forme d'une vraisemblance prépondérante (ATF 130 III 321 consid. 3.1 p. 323; arrêts précités 4A_20/2018 consid. 3.1; 4A_613/2017 consid. 6.1.3; arrêt 4A_194/2016 du 8 août 2016 consid. 3.1). Lorsque les conditions de l'art. 40 LCA sont réunies, l'assureur

peut non seulement refuser ses prestations, mais aussi se départir du contrat et répéter en principe celles qu'il a déjà versées (ATF 131 III 314 consid. 2.3; arrêt 4A_671/2010 du 25 mars 2011 consid. 2.6).

E. 3.2

En l'espèce, l'intimée se fonde sur le fait que l'appelant a déclaré que les bijoux habituellement conservés à son domicile s'élevaient à 9'044 fr. pour considérer que l'intéressé a déclaré des faits inexacts en indiquant que la valeur des bijoux volés étaient de 83'112 fr. Le fait que des bijoux d'une valeur de 9'044 fr. soient "habituellement" conservés au domicile de l'appelant n'exclut toutefois pas qu'exceptionnellement, celui-ci sorte des bijoux du coffre-fort que loue son épouse dans une banque et les conserve à son domicile. L'indication d'une valeur supérieure à celle des bijoux habituellement conservés à son domicile par l'appelant ne démontre dès lors pas en elle-même qu'il a déclaré des faits inexacts. De plus, d'un point de vue subjectif, l'intimée n'apporte aucun élément afin d'étayer son affirmation selon laquelle il est "évident" que l'appelant avait l'intention de la tromper. Il apparaît au contraire que l'appelant ne dispose pas d'éléments attestant de la valeur des bijoux (cf infra consid. 3.2) et qu'il a articulé plusieurs montants, sans qu'il puisse en être inféré une volonté de sa part de tromper l'intimée. Au vu de ce qui précède, il doit être retenu que l'appelant a été victime d'un cambriolage, lors duquel des bijoux ainsi que d'autres objets ont été volés. Il ne peut donc être considéré que le Tribunal a violé l'art. 40 LCA et a rejeté à tort la demande reconventionnelle. Autre est en revanche la question de la valeur de ces bijoux et objets et de la preuve de l'étendue du sinistre, laquelle sera examinée infra . Dans ces circonstances, l'intimée ne peut prétendre au paiement de la somme réclamée de 2'340 fr. Le jugement attaqué sera dès lors confirmé à cet égard.

E. 4

L'appelant conteste qu'il n'a pas démontré la valeur des objets volés. Il avait invoqué différents montants "par précaution". Il invoque une appréciation erronée des faits et une violation de l'art. 8 CC.

E. 4.1.1

Selon l'art. 8 CC, le demandeur doit prouver les faits qui fondent sa prétention, tandis que sa partie adverse doit prouver les faits qui entraînent l'extinction ou la perte du droit (ATF 130 III 321 consid. 3.1). Conformément à cette règle générale, le titulaire de la prétention d'assurance doit établir les faits propres à justifier sa prétention; l'art. 39 al. 1 LCA lui impose ainsi de fournir à l'assureur qui le demande tout renseignement sur les faits à sa connaissance qui peuvent servir à déterminer les circonstances dans lesquelles le sinistre s'est produit ou à fixer les conséquences du sinistre (ATF 130 III 321 consid. 3.1). Cette preuve étant par nature difficile à apporter, l'exigence de preuve est réduite et il suffit que l'ayant droit établisse la survenance du sinistre avec une vraisemblance prépondérante (ATF 130 III 321 consid. 3.2 et 3.3; arrêt 5C.240/1995 du 1 er février 1996 consid. 2a), qui ne doit pas être confondue avec une simple vraisemblance (ATF 130 III 321 consid. 3.3). La vraisemblance prépondérante suppose que, d'un point de vue objectif, des motifs importants plaident pour l'exactitude d'une allégation, sans que d'autres possibilités ne revêtent une importance significative ou n'entrent raisonnablement en considération (ATF 133 III 81 consid. 4.2.2; 132 III 715 consid. 3.1; 130 III 321 consid. 3.3 et les références).

E. 4.1.2

L'art. 8 CC donne à l'assureur le droit à la contre-preuve et il peut donc apporter des éléments propres à créer un doute et à ébranler la vraisemblance que l'ayant droit s'efforce d'établir. Le juge doit procéder à une appréciation d'ensemble des éléments qui lui sont apportés et dire s'il retient qu'une vraisemblance prépondérante a été établie (ATF 130 III 321 consid. 3.4 p. 326 s.; arrêts du Tribunal fédéral 5C_181/1997 déjà cité consid. 2b; 5C_240/1995 déjà cité consid. 2a).

E. 4.1.3

L'art. 8 CC règle entre autres la répartition du fardeau de la preuve et, partant, les conséquences de l'absence de preuve. Lorsque l'appréciation des preuves convainc le juge qu'une allégation a été établie ou réfutée, la question de la répartition du fardeau de la preuve ne se pose plus (ATF 141 III 241 consid. 3.2 et les références). Seuls sont alors en cause l'appréciation des preuves et l'établissement des faits.

E. 4.2

En l'espèce, concernant la valeur des bijoux déclarés volés, l'appelant invoque avoir toujours avancé une somme similaire, qui s'élevait à environ 70'000 fr., soit 10'000 fr. pour ceux habituellement conservés à son domicile et 60'000 fr. pour ceux habituellement conservés à la banque. Quant au montant de 29'800 fr. mentionné dans la demande, il l'avait été "par précaution" et celui de 25'000 fr. figurant dans la réplique correspondait à celui proposé à l'intimée pour mettre fin au litige. L'appelant indique en outre que les montants de 29'800 fr. et 25'000 fr. ont été articulés non pas en tant que dommage subi, mais plutôt en tant que valeur litigieuse. L'appelant n'explique cependant pas quelle serait la différence entre la valeur litigieuse et le montant de son dommage. Les explications à cet égard ne permettent par ailleurs pas de comprendre comment, compte tenu du montant total de 25'000 fr. réclamé, d'un montant de 70'000 fr., le montant des bijoux est passé à environ 15'000 fr., après déduction du montant de 10'000 fr. invoqué pour l'argent liquide qu'il aurait détenu à son domicile, voire à quasiment zéro après déduction du montant de 15'065 fr. 40 invoqué pour les autres objets volés (cf. infra). En outre, concernant toujours la valeur des bijoux volés, l'appelant ne conteste pas le jugement attaqué en tant qu'il a considéré, à juste titre, que le montant réclamé n'était corroboré par aucune pièce permettant d'estimer le dommage subi. Ledit montant ne repose en effet que sur les seules allégations de l'appelant, qui n'explique pas comment il a fixé ces valeurs, et ne sont pas suffisantes pour démontrer son dommage. Dès lors, en l'absence de tout élément permettant de fixer la valeur des bijoux volés, c'est donc à bon droit que le Tribunal n'a pas retenu ce poste du dommage allégué. Concernant ensuite les sommes d'argent liquide déclarées volées, de 10'000 fr. et 500 EUR, l'appelant a déclaré que les sommes qui se trouvaient à son domicile provenaient d'un prêt octroyé par sa sœur. Outre le fait que l'appelant ne réclame aucun montant en euros selon ses conclusions, il n'a produit aucun document permettant d'attester qu'il aurait reçu, comme il l'explique devant la Cour, les sommes précitées de la part de connaissances ou de membres de sa famille qui lui auraient remis de l'argent envoyé par sa sœur et qui se seraient trouvées à son domicile le jour du cambriolage. Il n'a pas non plus produit, par exemple, un extrait de compte bancaire faisant état de versements correspondant aux montants invoqués dans les jours précédents le cambriolage. Il n'a pas davantage sollicité le témoignage de sa sœur, qui aurait pu attester de l'envoi peu avant le cambriolage des sommes litigieuses. Dès lors, en l'absence de tout élément permettant de chiffrer les sommes qui se trouvaient au domicile de l'appelant le jour du sinistre, c'est à bon droit que le Tribunal n'en a pas tenu compte. Pour ce qui est enfin des autres objets d'une valeur de

15'065 fr. 40, l'appelant conteste le jugement attaqué en soutenant que le Tribunal ne pouvait exiger que le degré de preuve exigé soit celui de la haute vraisemblance, et qu'il aurait dû se limiter à la simple vraisemblance et tenir compte des circonstances du cas d'espèce. Cette argumentation n'est cependant pas conforme à la jurisprudence qui a déjà réduit le degré de preuve à la vraisemblance prépondérante plutôt que la preuve stricte pour tenir compte de la difficulté à apporter la preuve de l'étendue d'un sinistre. L'appelant n'explique en outre aucunement quelles circonstances auraient dû être prises en compte pour abaisser le degré de preuve exigé ni de quelle manière ces circonstances auraient influé sur la solution du litige. En définitive, l'appelant n'a pas rendu suffisamment vraisemblable que les objets ou l'argent volé à son domicile valaient à tout le moins le montant de 25'000 fr. qu'il réclame en dernier lieu. Il n'explique d'ailleurs pas comment il parvient à ce montant total, eu égard aux différents postes du dommage qu'il allègue, qui a varié dans d'importantes proportions au fil de ses réclamations, puisque ce montant ne représente en dernier lieu que 21% de celui de 115'512 fr. qu'il a invoqué au maximum, empêchant ainsi toute possibilité d'évaluer ne serait-ce qu'approximativement son dommage. Dès lors, il ne peut être considéré que le jugement attaqué viole le droit fédéral en le déboutant de ses conclusions et il sera dès lors confirmé.

E. 5

L'appelant, qui succombe dans le cadre de son appel, sera condamné aux frais judiciaires dudit appel, arrêtés à 1'800 fr., ce montant étant compensés avec l'avance de frais versée, qui reste acquise à l'Etat de Genève. L'intimée sera quant à elle condamnée aux frais judiciaires de son appel joint, arrêtés à 500 fr. et compensés avec l'avance fournie. Après compensation, l'appelant sera par ailleurs condamné à verser 1'000 fr. à l'intimé à titre de dépens (2'000 fr. de dépens d'appel, mis à sa charge et 1'000 fr. de dépens d'appel joint mis à la charge de l'intimée). * * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté par A_____ contre le jugement JTPI/11392/2021 rendu le 13 septembre 2021 par le Tribunal de première instance dans la cause C/28356/2018. Au fond : Confirme ce jugement. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires d'appel à 1'800 fr., les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont compensés avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Arrête les frais judiciaires d'appel joint à 500 fr., les met à la charge de B_____ SA et dit qu'ils sont compensés avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Condamne A_____ à verser 1'000 fr. à B_____ SA à titre de dépens d'appel. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Monsieur Patrick CHENAUX, Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, juges; Madame Sophie MARTINEZ, greffière. Indication des voies de recours : Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.